Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Budget 2026 : les retraités préservés



Alors que le gouvernement promet que rien ne changera pour les retraités en 2026, notamment sur l'abattement fiscal de 10%, l'exécutif engage une réduction drastique des dépenses publiques pour atteindre son objectif de déficit. Dans le Vaucluse, où une part significative de la population est déjà retraitée, ces débats budgétaires résonnent fortement avec les enjeux locaux du vieillissement démographique et du pouvoir d'achat.

À quelques jours de la reprise des discussions autour du projet de loi de finances, Amélie de Montchalin, ministre des Comptes publics, a balayé les hypothèses de remises en cause fiscales qui avaient alarmé les syndicats et associations de seniors. Parmi elles figurait la suppression de l'abattement de 10% appliqué aux pensions de retraite lors de la déclaration de revenus.

Une promesse ferme pour les retraités en 2026

«Rien ne changera pour les retraités en 2026», a affirmé la ministre, soulignant que le passage au 1er

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

janvier rendait caduques certaines pistes d'évolution de l'impôt sur le revenu qui avaient circulé à l'automne. Cette assurance s'inscrit dans un contexte politique sensible, alors que les retraités représentent une catégorie socioprofessionnelle particulièrement nombreuse dans des territoires comme le Vaucluse.

Les retraités vauclusiens, un poids démographique majeur

Territoire attractif pour les seniors, le Vaucluse se distingue par une présence particulièrement élevée de retraités, 30,4% de la population vauclusienne, autrement dit, près d'un habitant sur trois est aujourd'hui retraité dans le département, une proportion supérieure à la moyenne nationale. Le vieillissement de la population est également visible à travers la structure par âge : près de 30,4% des habitants du Vaucluse ont 60 ans ou plus, soit environ 3 Vauclusiens sur 10. Cette part progresse régulièrement depuis une dizaine d'années, portée à la fois par l'allongement de l'espérance de vie et par l'attractivité résidentielle du territoire pour les retraités, notamment dans les zones périurbaines et rurales.

Une tendance qui s'accentue avec le temps

Les projections démographiques confirment cette tendance : à l'horizon 2030, la part des 60 ans et plus pourrait approcher les 33% de la population, renforçant encore le poids des seniors dans l'équilibre social et économique local. Dans un département où les retraités constituent déjà un socle démographique central, toute réforme budgétaire ou fiscale touchant les pensions, les abattements ou le pouvoir d'achat des seniors revêt une portée particulière.

La préservation du pouvoir d'achat des seniors

La promesse gouvernementale de stabilité pour 2026 trouve ici un écho d'autant plus fort qu'elle concerne directement des dizaines de milliers de foyers vauclusiens. Ce vieillissement démographique met en lumière l'enjeu de la préservation du pouvoir d'achat des retraités, qui dépend largement des prestations sociales et fiscales. Le maintien de l'abattement de 10% pour 2026, donc, retient toute son importance pour des dizaines de milliers de foyers dans le département.

Des économies drastiques hors retraites

Si les retraités semblent 'à l'abri' cette année, le gouvernement n'en demeure pas moins déterminé à poursuivre la réduction du déficit public. L'objectif affiché est de revenir à un déficit inférieur ou égal à 5% du produit intérieur brut (PIB). Pour y parvenir, l'exécutif veut inscrire dans la durée des économies structurelles, et non pas se reposer exclusivement sur la fiscalité.

Réduire le déficit

Selon la ministre, «au moins la moitié de la réduction du déficit doit venir de vraies économies». L'une des mesures phares consiste à diminuer de 1,5 milliards d'euros les crédits de la plupart des ministères en 2026, à l'exception du ministère des Armées. Cette réduction s'appuie notamment sur l'extinction de dispositifs temporaires déployés lors des crises sanitaire et énergétique.

Entreprises et impôts de production : la stratégie confirmée

Sur le front économique, le gouvernement réaffirme sa volonté de réduire les impôts de production jugés pénalisants pour les entreprises. La contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), qui pèse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

sur les structures avant même qu'elles ne soient rentables, est programmée pour disparaître d'ici 2028. «Nous devons réduire les impôts de production qui pèsent sur les entreprises avant même de savoir si elles sont rentables», a insisté la ministre, soulignant l'importance de soutenir la compétitivité et les investissements productifs.

Risques politiques et outil constitutionnel
À l'approche des débats parlementaires, la question du compromis politique se pose également. Face à un Parlement fragmenté, l'idée d'un recours à l'article 49.3 de la Constitution -qui permet d'adopter un texte sans vote- suscite des mises en garde. Amélie de Montchalin estime qu'un tel recours, si tenté, ferait peser «un risque d'instabilité» et risquerait de retarder l'adoption d'un budget voté et accepté.

Entre stabilité et contraintes budgétaires
Alors que les retraités en Vaucluse obtiennent une garantie explicite pour 2026, les contours du débat budgétaire national révèlent un État déterminé à maîtriser ses dépenses, quitte à engager des arbitrages sensibles. Pour un département où le vieillissement de la population et la prévalence des retraités sont des réalités démographiques, ces enjeux sont à la fois économiques, sociaux et politiques, et encore loin d'être tranchés.
Sources : Insee, Recensement de la population 2025; projections démographiques Insee et Aurav (Agence d'urbanisme Rhone Avignon Vaucluse).
Mireille Hurlin

Vaucluse, le sénateur Lucien Stanzione dénonce la fermeture des classes et la disparition des services publics

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Lucien Stanzione, sénateur socialiste, écologiste et Républicain de Vaucluse a interpellé Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la fonction publiques sur la fermeture des classes et la disparition des Services publics en Vaucluse. C'était lors de la séance du 17 novembre, dans l'hémicycle.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026



Le sénateur Lucien Stanzione

« Fermeture de classes ! Fermeture de bureaux de poste ! de trésoreries ! ou d'établissements de santé comme celui de Roquefraîche dans le Vaucluse… votre Gouvernement opère une véritable casse du service public. Alors que vous vous étiez engagé à ne fermer aucune classe et aucune école rurale sans l'accord du Maire, à la rentrée de septembre, la trajectoire observée est bien différente. »

Le subtil effacement de La Poste

«La réduction des horaires d'accueil voire la fermeture des bureaux de poste comme à Robion sont les signes de l'absence totale de considération des usagers. La fermeture des trésoreries publiques, comme à Langon, Paimpol ou encore Vaison-la-Romaine, et la suppression des 5 700 lits d'hôpitaux, en pleine pandémie, en sont les exemples.»

Que deviennent les aînés face à la dématérialisation ?

«Face à toutes ces disparitions, la seule réponse que vous apportez est la dématérialisation et la création de quelques maisons 'France Services', en sollicitant financièrement les collectivités locales. Cette conception d'une société tournée uniquement vers les hyper-connectés et la concentration des services, sans considération de nos aînés par exemple, n'est pas la nôtre. Expliquez-nous comment vous allez faire, Madame la Ministre, pour répondre

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

concrètement aux besoins quotidiens des usagers ?»



Amélie de Montchalin, Ministre de la transformation et de la fonction publiques

Réponse d'Amélie de Montchalin

«Depuis 2017, de manière constante, ce gouvernement – il le fera encore en 2021, et encore en 2022 – remet des agents publics sur le terrain, que ce soient des policiers, des greffiers ou des enseignants. Il n'y a jamais eu autant d'enseignants dans le premier degré qu'en 2022 ! Nous rouvrons des postes d'agents dans les préfectures et les sous-préfectures, alors qu'entre 2010 et 2017, sous l'effet de la révision générale des politiques publiques (RGPP), puis de l'action d'un gouvernement de gauche, on a constaté une diminution de 35 % du nombre d'agents dans l'État territorial. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 22 novembre 2026

Des postes supplémentaires
« Entre 2021 et 2022, 5 000 postes supplémentaires seront pourvus dans les départements, notamment celui de Carpentras, dans les préfectures, dans les sous-préfectures, dans les communes de tout le pays, et dans tous les endroits où les Français voient des agents de proximité.»

23 espaces France services en Vaucluse
«La politique en faveur des services publics est partenariale de sorte que nous l'assumons aussi avec Jacqueline Gourault et avec les élus, afin de développer des espaces France Services qui sont loin d'être des gadgets. Dans le Vaucluse, on en compte déjà vingt et il y en aura bientôt vingt-trois, soit un par canton, situé à moins de vingt minutes de chaque habitant, qu'il soit âgé ou jeune, pour l'aider à s'orienter dans toutes ses démarches.»

Un programme abondé, en 2022, de 35M€
«Le programme France Services donne des résultats et c'est un succès partenarial. Nous ne sommes pas de ceux qui considèrent que ce que fait l'État est forcément bien et ce que font les élus inévitablement moins bien. Nous estimons au contraire que nous réussissons ensemble. Ce programme, que nous mettons en œuvre avec Jacqueline Gourault et que le budget pour 2022 vient abonder de plus de 35M€, permet à chaque Français d'avoir près de chez lui un soutien. Enfin, je ne suis pas non plus de ceux qui pensent que le numérique est forcément une difficulté. Les Français veulent tout à la fois du numérique et de la proximité. Or nous faisons du très bon numérique… »

Réplique de Lucien Stanzione
«Madame la Ministre, Le service public est l'amortisseur de la crise. Il est l'engagement de la Nation au profit de ses concitoyens, c'est aussi l'égalité sociale. Ce sont les publics les plus fragiles qui subissent la disparition des services de proximité. Le service public contribue à rapprocher les Français avec les institutions et donc avec la démocratie. Dans le cadre du plan de relance et de reprise, où il y a plein de milliards d'euros, votre priorité, Madame la Ministre, doit être le maintien et la création des services publics de proximité pour nos concitoyens.»
MH

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !